

Les déterminants de la conformité fiscale : une revue de littérature

Determinants of tax compliance: a literature review.

Auteur 1 : Mouad KASSIMI.

Auteur 2 : Nabil BOUAYAD AMINE.

Auteur 3 : Imane EL YAMLAHI.

KASSIMI Mouad

Doctorant

Faculté Polydisciplinaire de Khouribga (FPK)

Université Sultan Moulay Slimane - Béni Mellal

Laboratoire d'Economie et de Gestion (LEG)

Nabil BOUAYAD AMINE

Enseignant chercheur

Faculté Polydisciplinaire de Khouribga (FPK)

Université Sultan Moulay Slimane - Béni Mellal

Laboratoire d'Economie et de Gestion (LEG)

Imane EL YAMLAHI

Enseignante chercheuse

Faculté Polydisciplinaire de Khouribga (FPK)

Université Sultan Moulay Slimane - Béni Mellal

Laboratoire d'Economie et de Gestion (LEG)

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : KASSIMI .M, BOUAYAD AMINE . N & EL YAMLAHI .I (2026) « Les déterminants de la conformité fiscale : une revue de littérature », African Scientific Journal « Volume 03, Num 36 » pp: 3393 – 3413.



DOI : 10.5281/zenodo.21283458

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

La conformité fiscale constitue un enjeu central pour les administrations publiques, en particulier dans les systèmes fiscaux reposant largement sur la déclaration volontaire. Depuis plusieurs décennies, une littérature abondante, issue à la fois de l'économie publique, de la psychologie fiscale et des sciences sociales, s'est attachée à analyser les déterminants du comportement fiscal des contribuables.

Le présent article propose une revue critique et structurée de cette littérature, en mettant en évidence la diversité des approches théoriques mobilisées et la pluralité des facteurs explicatifs de la conformité fiscale. À partir d'un examen approfondi des travaux empiriques internationaux, l'étude distingue les déterminants économiques, institutionnels, sociaux, individuels et démographiques, tout en soulignant leurs interactions et leurs limites explicatives. Les résultats de la revue montrent l'absence de consensus quant à une hiérarchisation universelle des déterminants de la conformité fiscale, ce qui reflète le caractère contextuel, multidimensionnel et évolutif du comportement fiscal. Cette hétérogénéité invite à dépasser les approches purement coercitives pour privilégier des stratégies fiscales intégrant la confiance institutionnelle, la perception d'équité et les mécanismes comportementaux.

L'article contribue ainsi à la compréhension théorique de la conformité fiscale et ouvre des perspectives de recherche empirique, notamment dans le contexte des économies en développement et des systèmes fiscaux en transition, à l'instar du cas marocain.

Mots clés : conformité fiscale, conformité volontaire, comportement du contribuable, morale fiscale, administration fiscale.

Abstract

Tax compliance represents a major challenge for public authorities, particularly in tax systems that rely heavily on voluntary self-assessment. Over the past decades, a growing body of literature from public economics, fiscal psychology and social sciences has sought to explain taxpayers' compliance behavior.

This article provides a critical and structured review of the international literature on tax compliance, highlighting the diversity of theoretical frameworks and explanatory factors. Based on an extensive analysis of empirical studies, the paper classifies the determinants of tax compliance into economic, institutional, social, individual and demographic factors, while emphasizing their interdependence and contextual nature.

The review reveals the absence of a universal consensus regarding the relative importance of these determinants, reflecting the complex, multidimensional and dynamic character of tax compliance behavior. These findings suggest the need to move beyond purely deterrence-based approaches toward more balanced strategies that incorporate institutional trust, perceived fairness and behavioral mechanisms.

The article contributes to the theoretical understanding of tax compliance and provides avenues for future empirical research, particularly in developing and emerging economies, such as Morocco.

These factors have an impact on the behavior of taxpayers who encourage tax authorities and governments to take the necessary measures, including a balance of applicable tax rules and laws to encourage and improve voluntary compliance.

Keywords: tax compliance, voluntary compliance, taxpayer behavior, tax morale, tax administration

Introduction

L'impôt constitue l'un des fondements essentiels de l'action publique et de la souveraineté de l'État. Il représente une obligation financière imposée aux agents économiques sans contrepartie directe individualisée, dont la finalité est d'assurer le financement des biens et services publics nécessaires au fonctionnement de la collectivité (Parameswaran, 2005). À ce titre, les systèmes fiscaux modernes reposent sur des principes structurants d'équité et de capacité contributive, selon lesquels les contribuables placés dans des situations économiques comparables doivent supporter une charge fiscale similaire, tandis que l'effort fiscal doit être proportionné aux ressources disponibles.

Dans la majorité des pays, et plus particulièrement dans les économies en développement et émergentes, le fonctionnement du système fiscal repose largement sur le principe de la déclaration volontaire. Ce mode de gestion confère au contribuable un rôle central dans la détermination de l'assiette imposable, ce qui rend la conformité fiscale à la fois indispensable au financement des finances publiques et structurellement vulnérable. L'écart entre l'impôt théoriquement dû et l'impôt effectivement perçu — communément désigné sous le terme d'écart fiscal — demeure ainsi une préoccupation majeure pour les administrations fiscales, en raison de ses effets directs sur le niveau des recettes publiques, l'équité du système fiscal et la crédibilité de l'action de l'État (Roth, Scholz & Witte, 1989 ; OECD, 2023).

Face à ces enjeux, la question de la conformité fiscale s'est progressivement imposée comme un champ de recherche structurant, situé au croisement de l'économie publique, de la sociologie, de la psychologie et des sciences de gestion. Les premières analyses, largement inspirées par l'approche économique classique, ont appréhendé le comportement fiscal des contribuables à travers une logique de calcul coût-avantage, fondée sur la probabilité de contrôle et la sévérité des sanctions encourues (Allingham & Sandmo, 1972). Toutefois, de nombreux travaux empiriques ont montré que les niveaux de conformité observés sont souvent supérieurs à ceux prédits par ces modèles dissuasifs, suggérant l'existence de motivations non strictement économiques (Slemrod, 1985 ; Alm, Jackson & McKee, 1992 ; Alm & Torgler, 2024).

Progressivement, la littérature a intégré des dimensions non économiques du comportement fiscal, mettant en évidence le rôle de facteurs institutionnels, sociaux et comportementaux, tels que la perception de l'équité fiscale, la confiance envers l'administration, les normes sociales et la morale fiscale (Song & Yarbrough, 1978 ; Andreoni, Erard & Feinstein, 1998 ; Kirchler, 2007). Les développements plus récents insistent sur l'importance de la justice procédurale, de

la qualité de la relation administration–contribuable et de la confiance institutionnelle comme déterminants clés d’une conformité fiscale durable (Kirchler, Hoelzl & Wahl, 2008 ; Gangl et al., 2022 ; OECD, 2023).

Cette évolution a conduit à une multiplication des cadres théoriques et des variables explicatives mobilisées pour analyser la conformité fiscale, traduisant à la fois la richesse analytique du champ et une fragmentation croissante des résultats empiriques. Les recherches récentes montrent notamment que les politiques exclusivement fondées sur la coercition présentent des rendements décroissants, tandis que les approches intégrant des mécanismes comportementaux, tels que les nudges fiscaux, la simplification administrative et la digitalisation des services fiscaux, sont susceptibles de renforcer la conformité volontaire à moindre coût (Kasper & Alm, 2021 ; OECD, 2023 ; Alm & Torgler, 2024).

Dans ce contexte, la littérature existante se caractérise par une forte hétérogénéité des conclusions et par l’absence de consensus quant à la hiérarchisation des déterminants de la conformité fiscale. Les résultats varient sensiblement selon les contextes institutionnels, économiques et culturels, ainsi que selon les méthodologies mobilisées. Cette diversité soulève des interrogations quant à la transférabilité des enseignements empiriques et à la capacité des modèles existants à rendre compte de la complexité, du caractère multidimensionnel et du fort ancrage contextuel du comportement fiscal des contribuables, en particulier dans les pays où la conformité volontaire constitue le principal levier de mobilisation des recettes publiques.

Sur le plan conceptuel, le présent article a pour objet la conformité fiscale et ses déterminants, tels qu’ils ressortent de la littérature académique internationale. Il poursuit un double objectif : d’une part, dresser une synthèse critique des principaux cadres théoriques mobilisés pour expliquer le comportement fiscal des contribuables ; d’autre part, identifier et classer les déterminants économiques, institutionnels, sociaux, individuels et démographiques de la conformité fiscale, afin d’en dégager les enseignements utiles au contexte marocain. Sur le plan de la structure, l’article s’organise comme suit : la première section définit le concept de conformité fiscale et en précise les contours ; la deuxième section traite des formes et des implications de la non-conformité ; la troisième section expose les principales approches théoriques mobilisées ; la quatrième section en tire les implications conceptuelles ; la cinquième section propose une classification des déterminants de la conformité fiscale ; la sixième section discute les résultats de la littérature examinée ; enfin, la dernière section conclut et propose des pistes de recherche future.

1. Définition et portée du concept de conformité fiscale

La notion de conformité fiscale occupe une place centrale dans l'analyse des systèmes fiscaux contemporains, sans pour autant faire l'objet d'une définition unique et universellement admise. Cette absence de consensus conceptuel s'explique par la diversité des disciplines mobilisées pour étudier le comportement fiscal des contribuables, économie publique, droit fiscal, psychologie et sociologie, ainsi que par la pluralité des contextes institutionnels dans lesquels s'inscrivent les pratiques fiscales (Andreoni, Erard & Feinstein, 1998 ; Kirchler, 2007).

Dans une acception juridique et administrative, la conformité fiscale renvoie au respect par le contribuable de l'ensemble de ses obligations fiscales, incluant l'obligation de déclaration, de paiement et de coopération avec l'administration fiscale, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Roth, Scholz et Witte (1989) définissent ainsi la conformité fiscale comme la situation dans laquelle le contribuable déclare correctement ses revenus, acquitte l'impôt dû dans les délais prescrits et se conforme aux règles applicables au moment de la déclaration. Cette approche met l'accent sur la conformité formelle, entendue comme l'adéquation entre l'impôt légalement exigible et l'impôt effectivement déclaré et perçu. D'autres auteurs adoptent une perspective plus comportementale, en définissant la conformité fiscale comme la volonté du contribuable d'obéir aux règles fiscales, indépendamment de la probabilité de contrôle ou de sanction. Song et Yarbrough (1978) soulignent que cette volonté est influencée par l'éthique individuelle, l'environnement juridique et les facteurs situationnels propres à chaque contexte. Dans cette optique, la conformité fiscale ne se réduit pas à une simple réaction à la contrainte, mais traduit une disposition psychologique et sociale à contribuer au financement des dépenses publiques. Cette vision est développée par les travaux mettant en avant le rôle de la morale fiscale, des normes sociales et de la confiance institutionnelle dans la formation du comportement fiscal (Kirchler, 2007 ; Alm & Torgler, 2024).

Une troisième approche, largement mobilisée dans les études empiriques, appréhende la conformité fiscale à partir du concept d'écart fiscal. Celui-ci correspond à la différence entre l'impôt théoriquement exigible et l'impôt effectivement perçu par l'administration fiscale, que ce soit sur une base volontaire ou à la suite de mesures de contrôle (Tilahun & Yidersal, 2014 ; OECD, 2023). Cette approche présente l'avantage de fournir une mesure quantitative de la non-conformité, mais elle demeure limitée par les difficultés d'estimation de l'assiette réelle de l'impôt, notamment dans les économies caractérisées par une forte informalité.

Ces différentes définitions, loin d'être contradictoires, traduisent la complexité intrinsèque du phénomène de conformité fiscale et justifient la mobilisation de cadres analytiques complémentaires afin d'en saisir les multiples dimensions.

2. La non-conformité fiscale : formes et implications

En miroir de la conformité fiscale, la non-conformité désigne l'ensemble des comportements par lesquels les contribuables s'écarterent, volontairement ou involontairement, des obligations fiscales qui leur incombent. Elle peut prendre des formes variées, allant de simples erreurs ou omissions de déclaration à des stratégies délibérées de fraude ou d'évasion fiscale (Akalu, 2016).

La littérature distingue généralement entre la non-conformité involontaire, liée à la complexité du système fiscal, au manque de connaissances fiscales ou à des erreurs d'interprétation des règles, et la non-conformité intentionnelle, qui résulte d'un choix rationnel ou stratégique visant à réduire la charge fiscale (Roth et al., 1989). Cette distinction revêt une importance particulière, dans la mesure où elle implique des réponses institutionnelles différenciées, allant de l'assistance, de l'éducation fiscale et de la simplification administrative à des mesures de contrôle et de sanction.

Sur le plan macroéconomique et social, la non-conformité fiscale engendre des conséquences significatives. Elle affecte directement le niveau des recettes publiques, compromet la capacité de l'État à financer les politiques publiques et peut accentuer les inégalités fiscales en faisant peser une charge disproportionnée sur les contribuables conformes. À plus long terme, une non-conformité généralisée est susceptible d'éroder la légitimité du système fiscal et d'alimenter un cercle vicieux de défiance envers les institutions publiques (OECD, 2023).

3. Approches théoriques de la conformité fiscale

3.1. L'approche économique classique : dissuasion et rationalité

Les premières analyses de la conformité fiscale s'inscrivent dans le cadre de l'économie néoclassique, à travers le modèle fondateur d'Allingham et Sandmo (1972). Dans ce cadre, le contribuable est supposé agir de manière rationnelle, en arbitrant entre les gains attendus de la fraude fiscale et les coûts associés à la probabilité de détection et à la sévérité des sanctions. La conformité fiscale résulte ainsi d'un calcul coût-bénéfice, dans lequel l'intensification des contrôles et l'alourdissement des pénalités sont censés dissuader les comportements de non-conformité.

Bien que ce modèle ait constitué une avancée majeure dans l'analyse du comportement fiscal, de nombreuses études empiriques ont montré qu'il ne parvient pas à expliquer pleinement les

niveaux de conformité observés dans la réalité. En effet, dans de nombreux contextes, les taux de conformité demeurent relativement élevés malgré des probabilités de contrôle faibles, ce qui suggère l'existence de motivations non strictement économiques (Slemrod, 1985 ; Alm, Jackson & McKee, 1992).

3.2. Les approches comportementales et sociales

Face aux limites des modèles dissuasifs, la littérature a progressivement intégré des apports issus de la psychologie et de la sociologie, mettant en évidence le rôle des facteurs subjectifs et sociaux dans la formation du comportement fiscal. Ces approches considèrent que la conformité fiscale est influencée par des éléments tels que les normes sociales, les valeurs individuelles, l'identité sociale et la perception de la légitimité du système fiscal (Hanno & Violette, 1996 ; Wenzel & Job, 2020).

La notion de morale fiscale occupe une place centrale dans ces analyses. Elle renvoie à l'ensemble des valeurs, croyances et normes internes qui incitent les individus à se conformer aux règles fiscales, indépendamment de la contrainte légale. Une morale fiscale élevée est généralement associée à un niveau plus important de conformité volontaire (Andreoni et al., 1998 ; Alm & Torgler, 2024).

3.3. Vers des cadres intégrateurs : confiance et pouvoir de l'État

Les développements récents de la littérature ont cherché à dépasser l'opposition entre dissuasion et volontarisme, en proposant des cadres théoriques intégrateurs. Le Slippery Slope Framework met notamment en évidence que la conformité fiscale résulte d'une interaction dynamique entre le pouvoir coercitif de l'État et la confiance des contribuables envers les institutions fiscales (Kirchler, Hoelzl & Wahl, 2008 ; Gangl et al., 2022).

Dans cette perspective, une administration fiscale perçue comme compétente, équitable et transparente est susceptible de renforcer la conformité volontaire, tandis qu'un usage excessif ou perçu comme injuste de la contrainte peut fragiliser la relation fiscale. Ces cadres soulignent le caractère évolutif de la conformité fiscale, influencée par les pratiques administratives, les réformes fiscales et le contexte socio-politique, et offrent une grille de lecture particulièrement pertinente pour l'analyse des pays en développement et émergents.

4. Implications conceptuelles pour l'analyse de la conformité fiscale

L'examen des différentes approches théoriques montre que la conformité fiscale ne peut être appréhendée à travers un prisme unique. Elle constitue un phénomène multidimensionnel, à la croisée de facteurs économiques, institutionnels, sociaux et psychologiques. Cette complexité

justifie le recours à des analyses intégrées, capables de tenir compte des interactions entre les déterminants et de leur inscription dans des contextes institutionnels spécifiques.

Dans cette perspective, la revue de la littérature proposée dans cet article s'inscrit dans une démarche de clarification conceptuelle et de structuration analytique, visant à fournir un cadre de lecture cohérent pour l'étude empirique de la conformité fiscale, notamment dans les systèmes fiscaux caractérisés par une forte dépendance à la conformité volontaire.

5. Les déterminants de la conformité fiscale

La littérature consacrée à la conformité fiscale met en évidence une pluralité de facteurs explicatifs, traduisant la complexité du comportement fiscal des contribuables. Loin de relever d'un déterminisme unique, la conformité fiscale résulte de l'interaction de facteurs économiques, institutionnels, sociaux, individuels et démographiques, dont l'importance relative varie selon les contextes nationaux, culturels et institutionnels (Andreoni, Erard & Feinstein, 1998 ; Kirchler, 2007 ; OECD, 2023). À des fins analytiques, ces déterminants peuvent être regroupés en grandes catégories, permettant de structurer l'analyse tout en soulignant leurs interdépendances.

5.1. Les déterminants démographiques

Les variables démographiques constituent l'un des premiers ensembles de facteurs examinés dans les études empiriques sur la conformité fiscale. Bien qu'elles soient souvent mobilisées comme variables de contrôle, plusieurs travaux leur attribuent un rôle explicatif non négligeable (Tadesse & Goitom, 2014).

5.1.1. L'âge

L'âge du contribuable est fréquemment analysé comme un déterminant potentiel de la conformité fiscale. Les résultats empiriques demeurent toutefois contrastés. Certaines études suggèrent que les contribuables plus âgés présentent un niveau de conformité plus élevé, en raison d'une aversion accrue au risque et d'une internalisation plus forte des normes sociales et morales (Alm & Torgler, 2011). D'autres travaux, notamment dans les pays en développement, mettent en évidence une relation négative, suggérant que l'expérience et la connaissance du système fiscal peuvent également favoriser des stratégies d'optimisation ou de contournement (Widianto, 2015). Ces divergences soulignent le caractère contextuel de la relation entre âge et conformité fiscale.

5.1.2. Le genre

Le genre figure également parmi les variables démographiques les plus étudiées. Une partie significative de la littérature montre que les femmes tendent à afficher un niveau de conformité

fiscale plus élevé que les hommes. Widiyanto (2015) ainsi que Tadesse et Goitom (2014) observent que les femmes sont statistiquement plus enclines à se conformer aux obligations fiscales. Cette différence est généralement expliquée par une aversion au risque plus marquée et une sensibilité accrue aux normes morales et sociales. Toutefois, ces résultats doivent être interprétés avec prudence, dans la mesure où leur ampleur varie selon les contextes culturels et institutionnels.

5.1.3. Le niveau d'éducation

Le rôle du niveau d'éducation dans la conformité fiscale fait l'objet de résultats ambivalents. D'un côté, un niveau d'éducation plus élevé est susceptible d'améliorer la compréhension des règles fiscales et de réduire la non-conformité involontaire (Adimassu & Jerene, 2016). De l'autre, une meilleure maîtrise du droit fiscal peut faciliter l'identification de failles réglementaires et encourager des comportements d'optimisation agressive (Tadesse & Goitom, 2014). Cette ambivalence met en évidence le caractère non linéaire de la relation entre éducation et conformité fiscale.

5.2. Les déterminants individuels et psychologiques

Les facteurs individuels occupent une place centrale dans les approches comportementales de la conformité fiscale. Ils renvoient aux attitudes, aux perceptions et aux dispositions internes du contribuable, qui influencent sa propension à se conformer indépendamment de la contrainte légale.

5.2.1. La connaissance et l'éducation fiscales

La connaissance fiscale est largement reconnue comme un déterminant clé de la conformité volontaire. Une meilleure compréhension des obligations fiscales, des procédures déclaratives et des sanctions encourues contribue à réduire les erreurs de déclaration et à renforcer la capacité des contribuables à se conformer aux règles fiscales (Machogu & Amayi, 2013). Toutefois, l'efficacité des programmes d'éducation fiscale dépend de leur qualité, de leur accessibilité et de leur adéquation au profil des contribuables concernés (OECD, 2023).

5.2.2. Les attitudes et la morale fiscale

Les attitudes à l'égard de l'impôt constituent un déterminant majeur du comportement fiscal. Une perception positive de l'impôt, considéré comme une contribution légitime au financement des services publics, est généralement associée à un niveau plus élevé de conformité (Ahmed & Kedir, 2015). La morale fiscale, entendue comme la disposition intrinsèque à respecter les règles fiscales, joue ici un rôle déterminant, en particulier dans les contextes où les mécanismes de contrôle sont limités (Andreoni et al., 1998 ; Alm & Torgler, 2024).

5.2.3. La perception des sanctions et du risque

La perception subjective du risque de contrôle et de la sévérité des sanctions influence également le comportement des contribuables. Les travaux de Muoki et al. (2014) montrent que l'augmentation des sanctions et de la probabilité de détection peut réduire la non-conformité. Toutefois, cet effet dissuasif n'agit pas de manière isolée : une politique de sanctions perçue comme arbitraire ou injuste peut, à l'inverse, affaiblir la conformité volontaire et détériorer la relation entre l'administration fiscale et les contribuables (Kirchler et al., 2008).

5.3. Les déterminants sociaux

Les facteurs sociaux soulignent l'inscription du comportement fiscal dans un environnement relationnel et culturel plus large, au-delà des seules considérations individuelles.

5.3.1. Les normes sociales et l'influence du groupe

Les normes sociales jouent un rôle déterminant dans la formation du comportement fiscal. Les contribuables sont influencés par les comportements observés au sein de leur groupe de référence, qu'il s'agisse de la famille, des pairs ou du milieu professionnel. La perception d'une fraude fiscale généralisée peut normaliser la non-conformité, tandis que des normes sociales favorables au respect de l'impôt peuvent renforcer la conformité (Wenzel & Job, 2020).

5.3.2. La perception de l'équité et de la justice fiscales

La perception de l'équité du système fiscal constitue l'un des déterminants sociaux les plus robustes de la conformité fiscale. Mukasa (2011) montre que lorsque les contribuables estiment que la charge fiscale est répartie de manière juste et que les règles sont appliquées équitablement, leur disposition à se conformer augmente. À l'inverse, un sentiment d'injustice fiscale peut alimenter des comportements de non-conformité, perçus comme une forme de compensation individuelle.

5.4. Les déterminants institutionnels

Les facteurs institutionnels renvoient aux caractéristiques du système fiscal et au fonctionnement de l'administration fiscale, qui conditionnent la relation entre l'État et les contribuables.

5.4.1. La simplicité et la clarté du système fiscal

La complexité du droit fiscal est fréquemment identifiée comme une source majeure de non-conformité, en particulier involontaire. Ahmed et Kedir (2015) soulignent qu'un système fiscal simple, transparent et prévisible facilite la compréhension des obligations fiscales et réduit les coûts de conformité pour les contribuables.

5.4.2. La qualité des services fiscaux et la relation administration–contribuable

La qualité des services fournis par l'administration fiscale influence significativement la perception des contribuables et leur disposition à se conformer. Maseko (2015) montre que la perception d'une administration accessible, compétente et respectueuse des droits des contribuables renforce la confiance institutionnelle et favorise la conformité fiscale, notamment chez les petites et moyennes entreprises.

5.4.3. Les incitations et mécanismes de récompense

Outre les sanctions, certaines études mettent en évidence l'effet positif des incitations et des mécanismes de récompense sur la conformité fiscale. Ces dispositifs, lorsqu'ils sont bien conçus, peuvent renforcer la motivation intrinsèque des contribuables et favoriser une relation coopérative avec l'administration fiscale (Muoki et al., 2014 ; OECD, 2023).

5.5. Les déterminants économiques

Les facteurs économiques constituent l'un des socles traditionnels de l'analyse de la conformité fiscale, notamment dans les approches issues de l'économie publique.

5.5.1. Le contrôle fiscal

Le contrôle fiscal demeure un instrument central de la politique de conformité. Il exerce un effet dissuasif direct sur les comportements de non-conformité et contribue à crédibiliser le système de sanctions. Toutefois, son efficacité dépend de sa fréquence, de son ciblage et de la perception qu'en ont les contribuables (Kasper & Alm, 2021).

5.5.2. La perception des dépenses publiques

La manière dont les contribuables perçoivent l'utilisation des recettes fiscales influence leur comportement de conformité. Ahmed et Kedir (2015) montrent qu'une perception positive de l'efficacité et de la transparence des dépenses publiques est associée à une plus grande disposition à se conformer, dans la mesure où les contribuables estiment bénéficier d'un échange équitable entre impôt payé et biens publics fournis.

5.5.3. Le niveau et la structure des taux d'imposition

Le niveau des taux d'imposition est souvent invoqué comme un facteur explicatif de la non-conformité fiscale. Helhel et Ahmed (2014) soulignent que des taux perçus comme excessifs peuvent inciter les contribuables à rechercher des stratégies d'évitement ou de fraude. Toutefois, la littérature récente montre que l'effet des taux d'imposition sur la conformité est largement médiatisé par la perception de l'équité fiscale et la qualité des institutions publiques (OECD, 2023).

6. Évolution temporelle et théorique des études empiriques

Les études empiriques consacrées à la conformité fiscale se sont développées de manière progressive depuis les travaux fondateurs de Slemrod (1985) et d'Alm, Jackson et McKee (1992), qui s'inscrivaient principalement dans le cadre de l'économie néoclassique. Ces premières recherches reposaient sur une approche dissuasive du comportement fiscal, considérant le contribuable comme un agent rationnel arbitrant entre les gains attendus de la fraude et les coûts associés à la probabilité de contrôle et à la sévérité des sanctions, conformément au modèle d'Allingham et Sandmo (1972).

Toutefois, dès les années 1990, plusieurs travaux empiriques ont mis en évidence les limites explicatives de cette approche strictement coercitive. Les niveaux de conformité observés empiriquement se sont révélés, dans de nombreux contextes, supérieurs à ceux prédits par les modèles dissuasifs, suggérant l'existence de déterminants non économiques du comportement fiscal (Slemrod, 1985 ; Alm et al., 1992). Cette constatation a conduit à un élargissement progressif du champ d'analyse.

À partir des années 2000, la littérature empirique a intégré des cadres issus de la psychologie et de la sociologie, en mobilisant notamment la théorie de l'action raisonnée et la théorie du comportement planifié pour expliquer les intentions de conformité fiscale (Trivedi, Shehata & Mestelman, 2005 ; Benk, Çakmak & Budak, 2011). Ces travaux ont mis en évidence le rôle central des attitudes, des normes subjectives et du contrôle comportemental perçu dans la formation du comportement fiscal.

Depuis les années 2010, les recherches empiriques se caractérisent par une montée en puissance des approches institutionnelles et comportementales. L'accent est mis sur des notions telles que la morale fiscale dynamique, la confiance envers l'administration fiscale, la justice procédurale, ainsi que l'influence des normes sociales et de l'identité collective (Kirchler, Hoelzl & Wahl, 2008 ; Wenzel & Job, 2020). Plus récemment, les travaux empiriques intègrent également les effets des nudges fiscaux, de la simplification administrative et de la digitalisation des administrations fiscales, considérés comme des leviers de conformité volontaire à moindre coût (Kasper & Alm, 2021 ; OECD, 2023).

L'ensemble de ces travaux converge vers l'idée selon laquelle la conformité fiscale ne résulte pas uniquement de la peur de la sanction, mais d'un équilibre entre la contrainte exercée par l'État et la légitimité perçue des institutions fiscales, équilibre qui varie selon les contextes économiques et institutionnels.

Tableau 1 : Revue des études empiriques sur la conformité fiscale

Auteur(s)	Année	Cadre théorique	Méthode	Échantillon	Pays
Slemrod	1985	Modèle A&S modifié ¹	Régression	23 111 contribuables	États-Unis
Alm, Jackson & McKee	1992	Modèle A&S	Régression	Étudiants	États-Unis
Trivedi et al.	2005	TCP + économie	Régression	Étudiants	Canada
Benk et al.	2011	TCP ²	Régression multiple	369 contribuables	Turquie
Palil & Mustapha	2011	—	Régression	1 073 contribuables	Malaisie
Kirchler et al.	2014	Slippery Slope Framework	Modèle conceptuel	—	Europe
Damayanti	2012	TCP	Régression	114 contribuables	Indonésie
Maseko	2015	Institutionnel	Régression	PME	Zimbabwe
Adimassu & Jerene	2016	—	Régression	296 contribuables	Éthiopie
Wenzel & Job	2020	Identité sociale	OLS ³	4 500 contribuables	Australie
Kasper & Alm	2021	Signal fiscal	Régression logistique	3 200 contribuables	États-Unis
Gangl et al.	2022	Confiance institutionnelle	Expérimental	1 800 contribuables	Union européenne
OECD	2023	Compliance by design	Analyse comparative	—	OCDE (Membres)
Alm & Torgler	2024	Moralité fiscale	Méta-analyse	Multi-pays	Global

¹ Modèle d'Allingham et Sandmo

² Théorie du comportement planifié

³ Méthode des moindres carrés ordinaires

Belahouaoui	2025	Justice fiscale – Confiance institutionnelle	SEM (PLS- SEM) ⁴	Contribuables professionnels	Maroc
-------------	------	--	--------------------------------	---------------------------------	-------

Source : élaboré par les auteurs à partir de la revue de la littérature empirique sur la conformité fiscale.

5. Résultats de la littérature examinée

7.1. Lecture transversale des résultats

L'analyse transversale des études empiriques recensées permet de dégager plusieurs enseignements structurants. Le premier problème évident des études de conformité fiscale examinées ici est la myriade de facteurs supposés influencer la conformité fiscale. En fait, le nombre de variables différentes dans les études examinées n'était pas inférieur à 70. Dans plusieurs cas, une variable opérationnalisée était unique à une seule étude. Cela a rendu difficile la comparaison des résultats des différentes études en raison du manque de similitude dans la nomenclature entre les variables utilisées.

7.1.1. Dispersion et hétérogénéité des variables explicatives

Les études empiriques mobilisent un nombre très élevé de variables explicatives — plus de quatre-vingts depuis le milieu des années 1980 — traduisant l'absence d'un modèle universel de la conformité fiscale. Cette dispersion, déjà relevée dans votre article initial, reflète la diversité des cadres théoriques, des contextes institutionnels et des méthodologies employées (Andreoni et al., 1998).

7.1.2. Renforcement du rôle des facteurs institutionnels

Les travaux empiriques postérieurs à 2015 montrent de manière récurrente que les facteurs institutionnels — notamment la confiance envers l'administration fiscale, la qualité des services rendus et la justice procédurale — exercent un effet plus stable et plus durable sur la conformité fiscale que les instruments purement coercitifs (Gangl et al., 2022 ; OECD, 2023). Ces résultats confirment les prédictions des cadres intégrateurs tels que le Slippery Slope Framework.

7.1.3. Déclin relatif de l'approche dissuasive isolée

Si les mécanismes de contrôle et de sanction conservent un rôle dissuasif, leur efficacité apparaît conditionnelle et décroissante lorsqu'ils sont utilisés de manière isolée, en particulier dans les pays caractérisés par une gouvernance fragile ou une faible confiance institutionnelle (Kasper & Alm, 2021 ; OECD, 2023).

⁴ Modélisation par équations structurelles selon la méthode des moindres carrés partiels

7.2. Variables et effets sur la conformité fiscale

Tableau 2 : Variables utilisées et association avec la conformité fiscale

Catégorie	Variable	Effet empirique dominant	Références clés
Démographique	Âge	Ambigu / contextuel	Widianto (2015) ; Alm & Torgler (2024)
Démographique	Genre	Femmes plus conformes	Tadesse & Goitom (2014)
Individuel	Morale fiscale	Fortement positif	Kirchler (2007) ; Alm & Torgler (2024)
Social	Normes sociales	Positif	Wenzel & Job (2020)
Institutionnel	Équité procédurale	Très positif	Gangl et al. (2022)
Institutionnel	Simplicité fiscale	Positif	OECD (2023)
Institutionnel	Digitalisation fiscale	Positif indirect	OECD (2023)
Économique	Contrôle fiscal	Positif conditionnel	Kasper & Alm (2021)
Économique	Taux d'imposition	Négatif s'il est perçu comme injuste	Helhel & Ahmed (2014)
Économique	Justice fiscale	Très positif	Belahouaoui (2025)

Source : élaboré par les auteurs à partir des études empiriques citées dans la revue de la littérature.

Conclusion et perspectives

Les impôts sont la source de revenus la plus importante pour les gouvernements des pays développés et en voie de développement. Entre autres, le montant des recettes générées par les impôts dépend du niveau de conformité fiscale dans le pays.

La conformité fiscale est l'acte du respect des lois et règles fiscales par les contribuables alors que la non-conformité fait référence à des écarts par rapport aux lois fiscales et les règlements du pays. Les raisons de la non-conformité doivent être connues à l'avance pour pouvoir augmenter avec efficacité le niveau de conformité.

Cet article a présenté les recherches antérieures qui ont traité les facteurs qui pourraient avoir un impact sur la conformité fiscale, bien que la conformité fiscale ait fait l'objet des recherches empiriques considérables, cependant, aucune homogénéité dans les déterminants de la conformité fiscale n'a été atteinte. Il y a trop de différents facteurs explicatifs qui ont été proposés dans la littérature comme déterminants de la conformité fiscale. Le problème avec cette situation est que lorsqu'on entreprend une étude empirique on serait confronté à choisir un ensemble de variables prédictives à partir d'un très grand ensemble de candidats prédicateurs. Il est donc recommandé que les recherches futures doivent développer un ensemble significatif de quelques prédicateurs qui donnent des prédictions précises.

Un tiers des études examinées ont utilisé des étudiants comme répondants. Il est conseillé dans les futurs travaux de recherche d'utiliser les vrais contribuables plutôt que les étudiants qui peuvent ne pas comprendre et afficher de manière adéquate le comportement réel de conformité fiscale.

Sur la base des conclusions, une implication majeure pour l'administration fiscale émerge. Les conclusions de cette revue impliquent que la conformité fiscale est un phénomène vaste et complexe. La promotion de la conformité des contribuables pourrait être étendue en mobilisant des membres influents de la communauté, des ménages, des amis et des collègues pour diffuser des messages sur la conformité fiscale. Si le processus gagne une masse, on peut s'attendre à ce que les normes changent, ce qui influencera les schémas comportementaux. Ainsi, les autorités fiscales sont invitées à adopter une approche équilibrée d'application fiscale ce qui encouragera le respect volontaire ainsi que l'utilisation de l'appareil coercitif conventionnel de l'État pour imposer la conformité fiscale.

Les contribuables marocains ne font pas l'exception, en effet deux rapports du Conseil Economique Social et Environnemental CESE (2014 et 2019) ont révélé que 387 (0,16%) des entreprises nationales dont le chiffre d'affaires représente 50% par rapport au total du chiffre

d'affaires déclaré. Et que 11,54% d'entreprises qui déclarent, représente 95% du total du chiffre d'affaires déclaré. Ainsi que 73 entreprises participent à l'impôt sur les sociétés à hauteur de 50%, et 6,12% d'entreprises qui déclarent, participent à 95% de l'impôt sur les sociétés global. Dans un contexte marocain caractérisé par une forte concentration de l'assiette fiscale, une dépendance marquée à la déclaration volontaire et une digitalisation progressive de l'administration fiscale, les enseignements issus de la littérature suggèrent que les politiques publiques futures devraient privilégier :

- Le renforcement de la justice fiscale perçue,
- L'amélioration de la qualité de la relation fiscale,
- Et le développement de programmes d'éducation fiscale ciblée, adaptés aux profils des contribuables.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahangar, R., Bandpey, H., & Rokny, H. (2011). An Investigation into the determinat of effective factors on tax evasion (Empirical study of Iran Tax Affairs Organisation). *American Journal of Scientific Reserach*, 99-113.
- Ahmed, A. & Kedir, S. (2015). Tax Compliance and its Determinant: the Case of Jimma Zone , Ethiopia. *International Journal of Research In Social Sciences*, 6(2), 7–21.
- Allingham, M.G. and A. Sandmo, 1972. Income tax evasion: A theoretical analysis. *Journal of Public Economics*, 1: 323-338.
- Alm, J., Jackson, B., & Mckee, M. (1992). Estimating the determinats of taxpayer compliance with experimental data. *National Tax Journal*, 45(1), 107-114.
- Andreoni, J., Harbaugh, W. and Verlund, L. (2003). The Carrot or the Stick: Rewards, Punishments, and Cooperation. *The American Economic Review*, 93(3), 893-902, June 2003.
- Adimassu, N. A., & Jerene, W. (2016). Determinants Of Voluntary Tax Compliance Behavior In Self-Assessment System: Evidence From SNNPRS, Ethiopia. *International Journal of Science and Research (IJSR)*, 5(12), 967–973. <https://doi.org/10.21275/Art20163576>
- Andreoni, J. Erard, B., & Feinstein, J. S., (1998). Tax compliance. *Journal of economic Literature*, 36 (2).
- Bame-Aldred, C., Cullen, J., Martin, K., & Parboteeah, K. (2011). National Culture and firm-level tax evasion. *Journal of Business Reserach*, 1-7.
- Benk, S., Ç akmak, A., & Budak, T. (2011). An Investigation of Tax Compliance Intentions: A Theory of Planned Behaviour Approach. *European Journal of Economics, Finance and Administrative Sciences*, 28.
- Beza, M. (2014). Determinants of Taxpayer's Voluntary Compliance with Taxation in East Gojjam, Ethiopia. *The International journal's Research Journal of Economics and Business Studies*, 9 (9).
- Damayanti, T. (2012). Changes on Indonesia Tax Culture, Is there a way? Studies through theory of planned behavior. *Journal of Arts, Science & Commerce*, 4(1), 8-15.
- Fagbemi, T., Uadiale, O., & Noah, A. (2010). The Ethics of Tax Evasion: Perpetual Evidence from Nigeria. *European Journal of Social Science*, 17(3), 360-371.
- Fjeldastad, O., & Semboja, J. (2001). Why people pay taxes: The Case of the development Levy in Tanzania. *World Development*, 29(12), 2059-2074. [http://dx.doi.org/10.1016/S0305-750X\(01\)00081-X](http://dx.doi.org/10.1016/S0305-750X(01)00081-X)

- Hai, O., & See, L. (2011). Behavioral Intention of Tax Non-Compliance among sole-proprietors in Malaysia. Centre for Promoting Ideas, 142-152.
- Hanno, D., & Violette, G. (1996). An Analysis of Moral and Social Influences on Taxpayer Behavior. Behavioral Reserach in Accounting, 8(Supplement), 57-79.
- Helhel, Y. & Ahmed, Y. (2014). Factors Affecting Tax Attitudes and Tax Compliance: A Survey Study In Yemen. European Journal of Business and Management, 6(22), 2222–2839. <https://doi.org/10.21275/Art20163576>
- Machogu, D. G., & Amayi, D. B. (2013). The Effect Of Taxpayer Education On Voluntary Tax Compliance, Among Smes In Mwanza City-Tanzania. International Journal of Marketing, 2(8), 12–23. Retrieved From www.Indianresearchjournals.com
- Maciejovsky, B., Schwarzenberger, H., & Kirchler, E. (2012). Rationality Versus Emotions: The Case of Tax Ethics and Compliance. Journal of Business Ethics, 109, 339-350. <http://dx.doi.org/10.1007/s10551-011-1132-2>
- Maseko, N. (2015). The Impact Of Personal Tax Knowledge And Compliance Costs On Tax Compliance Behaviour Of Smes In Zimbabwe. Research Journal of Accounting and Business Management, 2(September), 26–37.
- McGee, R. W., & Smith, S. R. (2007, January). Ethics, Tax Evasion, Gender and Age: An Empirical Study of Utah Opinion
- Mukasa, J. (2011). Tax Knowledge, Perceived Tax Fairness and Tax Compliance in Uganda: The Case of Small and Medium Income Tax Payers In Kampala Central Division. Master Dissertation, 70.
- Muoki, P., Corresponding, N., & Peter, O. R. (2014). Analysis Of Factors Affecting Tax Compliance In Real Estate Sector: A Case Of Real Estate Owners In Nakuru Town , Kenya, 5(11), 1–12.
- Parka, C. G., & Hyunb, J. K. (2003). Examining the determinants of tax compliance by experimental data: A case of Korea. Journal of Policy Modeling, 25(8), 673-684. [http://dx.doi.org/10.1016/S0161-8938\(03\)00075-9](http://dx.doi.org/10.1016/S0161-8938(03)00075-9)
- Palil, M. R., & Mustapha, A. F. (2011). Factors Affecting Tax Compliance Behaviour In Self-Assessment System, 5(33), 12864–12872. <https://doi.org/10.5897/Ajbm11.1742>
- Parameswaran R. (2005). Public Finance and Taxation, Addis Ababa.
- Roth, A., Scholz, T., & Witte, D. (1989) Taxpayer Compliance: An Agenda for Research. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Rapports du Conseil Economique Social et Environnemental CESE (2014 et 2019).

- Riahi-Belkaoui, A. (2004). Relationship between tax compliance internationally and selected determinants of tax morale. *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 13, 135-143.<http://dx.doi.org/10.1016/j.intaccaudtax.2004.09.001>
- Singh, S., & Mbekomize, C. (2009). Factors contributing to tax evasion in Botswana: A Student Perspective. *International Journal of Finance and Policy Analyst*, 2(1), 31-46.
- Slemrod, J. (1985). An Empirical Test for tax evasion. *The review of Economics and Statistics*, 67(2), 232-238.<http://dx.doi.org/10.2307/1924722>
- Song, Y.D., and Yarbrough, T.E. (1978). Tax ethics and taxpayer attitudes: A survey. *Public Administration Review*, 38(5), 442-452.
- Tadesse G. & Goitom A. (2014). Factors influencing taxpayers' compliance with the tax system: An empirical study in Mekelle City, Ethiopia, *eJournal of Tax Research*, 12 (2), 433-452.
- Tilahun A. & Yidersal D. (2014) Determinants of tax compliance behavior in Ethiopia: the case of Bahir Dar city taxpayers. *Journal of Economics and Sustainable Development*, 5 (15), 268-273.
- Trivedi, V., Shehata, M., & Mestelman, S. (2005). Attitudes, Incentives, and Tax Compliance. *Canadian Tax Journal*, 53(1), 29-61.
- Waithira, A. W. (2016). Determinants of Residential Rental Income Tax Compliance by Property Owners in Thika Town, Kenya. Master Thesis, (October).
- Widianto, R. (2015). The Effect Of Demographic Factors on Individual Tax Compliance in Duren Sawit (East Jakarta , Indonesia), (December).
- Kasper, M., & Alm, J. (2021). The influence of tax authority's signal on taxpayer behavior: Evidence from a natural experiment. *Public Finance Review*.
- Wenzel, M., & Job, J. (2020). The role of social identity and norms in tax compliance. *Journal of Economic Psychology*, 76, 102-116.
- Kirchler, E., Hoelzl, E., & Wahl, I. (2008).
Enforced versus voluntary tax compliance: The Slippery Slope Framework.
Journal of Economic Psychology, 29(2), 210–225.
- Alm, J., & Torgler, B. (2024).
Tax morale and compliance: Recent evidence and future directions.
Public Finance Review, 52(1), 3–28.
- Wenzel, M., & Job, J. (2020).
The role of social identity and norms in tax compliance.

- Journal of Economic Psychology, 76, 102116.
- Gangl, K., Hofmann, E., Pollai, M., & Kirchler, E. (2022).
Effects of supervision on tax compliance: Evidence from procedural justice and trust.
Journal of Economic Psychology, 90, 102501.
- Kasper, M., & Alm, J. (2021).
Tax authority signals and taxpayer compliance.
Public Finance Review, 49(3), 1–28.
- OECD (2023).
Tax Administration 3.0: Digital Transformation of Tax Administration.
OECD (2023).
Enhancing tax morale, trust and compliance.
Paris: OECD Publishing.
- Alm, J., & Torgler, B. (2021).
Do ethics matter? Tax compliance and morality – revisited.
Journal of Business Ethics, 168(4), 629–651.
- Adem, M., Desta, T., & Girma, B. (2024). Determinants of Tax Compliance Behavior: A Case Study in Ethiopia. SAGE Open, 14(4). <https://doi.org/10.1177/21582440241292869>
- Appiah, T., Domeher, D., & Agana, J. A. (2024). Tax Knowledge, Trust in Government, and Voluntary Tax Compliance: Insights From an Emerging Economy. SAGE Open, 14(1).
- Chen, N. et al. (2026). From fear to fairness: mapping the psychological determinants of individual tax compliance (2001–2024). Cogent Business & Management.
- Molosiwa, K. et al. (2025). Voluntary tax compliance determinants among small and medium enterprises in democratic societies: the role of tax literacy, tax amnesty, tax reward, and service delivery. Cogent Business & Management.
- International Monetary Fund (2025). Closing the Gap: How Tax Administration Performance Shapes Compliance. IMF Working Papers, 2025(209).